

Agriculture. Désabusés face à la députée

Ronan Larvor

Ils étaient dix autour de la table dans la grange. Producteurs de lait, de viande, en transition bio ou en production intensive : unis pour dire à la députée Annaïg Le Meur que les agriculteurs se sentent abandonnés. Le traité commercial du CETA en est l'illustration.



Annaïg Le Meur face à Hervé Le Gall.

Le Télégramme/Ronan Larvor

Ce mardi après-midi, la réunion avait lieu à Kerganou en Pluguffan où Philippe et Nicolas Le Cam, produisent du lait, des légumes industriels, du porc à l'engraissement, sur 140 hectares. Les deux frères entourés de collègues de Plogonnec, Plonéis, Guengat, Poullan, Le Juch, Saint-Evarzec ont accueilli Annaïg Le Meur, son suppléant Alain Decourchelle, maire de Pluguffan et son attaché parlementaire. Le mal-être général des agriculteurs a été exposé pendant deux heures.

« Nous entendons toujours de belles paroles des politiques, mais derrière il n'y a rien », a commencé Laurent Cabillic du Juch. Le sentiment d'une répétition stérile des mêmes analyses, impasses ou incompréhensions était partagé. « Il y a un problème existentiel chez les agriculteurs, abonde Hervé Le Gall, producteur de lait à Poullan

et élu à la coopérative Sodiaal. Quand nous répondons à la demande sociétale, les volumes ne suivent pas. Nous avons l'impression d'être toujours un problème, jamais la solution. L'agribashing est quotidien ». « Jusque dans les écoles et les collèges de la part de certains enseignants, ce qui est dur à vivre pour les enfants. Nous nous sentons de plus en plus isolés », témoigne un autre agriculteur.

Tous ont dit leurs difficultés à subir la pression sociétale. « Aujourd'hui, on est tué quand on sort notre pulvérisateur », résume Roland Le Gouill à la fois producteur de céréales et entrepreneur agricole à Pluguffan. Résultat : la transmission des exploitations se révèle de plus en plus problématique. « Nous avons 265 producteurs Sodiaal dans le Pays de Quimper, illustre Hervé Le Gall. En 2025, il y en aura

180 selon nos prévisions ».

Injonctions contradictoires

Pour Christian Hascoët, producteur laitier à Guengat, la signature du traité de libre-échange avec le Canada (CETA) contribue un peu plus à saper la profession, économiquement et moralement, tant il confirme des injonctions contradictoires. La première étant de mettre en concurrence des pays aux modèles économiques inégaux, entre les fermes industrielles d'Amérique du Nord et les exploitations qui restent familiales en France.

« Les politiques ne cessent de nous dire qu'il faut plus respecter l'environnement et on va importer des matières premières, comme la viande, qui n'ont pas les mêmes contraintes sanitaires et en plus qui existent déjà sur le marché ici, ajoute l'éleveur de Guengat.

Faire rentrer de la viande bovine sur un marché qui est déjà en décroissance ici nous interpelle. Ce n'est pas le commerce qui me gêne car j'en fais, mais c'est de servir de monnaie d'échange au profit des industriels allemands ». Annaïg Le Meur a temporisé dans sa réponse. « Le CETA est un accord économique. Si on veut exporter, il faut des échanges. Nous avons des exportations de fromages. L'impact est globalement positif si cela reste en l'état. Votre préoccupation est je pense surtout sanitaire et nous avons des garanties que des produits qui ne respectent pas les normes européennes ne seront pas importés. Mais il faudra être vigilant ».

« En Europe nous n'arrivons déjà pas à contrôler la viande qui vient des pays de l'Est ! », conclut amer Christian Hascoët.